

Droit, économie, gestion, mention Droit et administration publique spécialité Droit et politique de l'habitat

RNCP22628 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	128
Code(s) ROME	C1501, K1902, C1503, K1404, K1401
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/10/2019

Certificateur(s)

Ministère chargé de l'enseignement supérieur

Université d'Orléans
<http://www.univ-orleans.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

- Maîtrise d'ouvrage ; Gestion locative et patrimoniale ; Accession sociale et vente Hlm
- Management de projet ; Construction sociale ; Promotion immobilière
- Aménagement urbain ; Urbanisme ; Rénovation urbaine
- Evaluation foncière ; Prospection foncière
- Ingénierie, conduite et gestion des projets de développement social

COMPÉTENCES ATTESTÉES

A l'issue de la formation, le diplômé sera capable de :

- manager et animer des équipes de projet
- conduire des projets inter-services
- piloter un programme d'actions
- maîtriser les différents aspects de la gestion locative,
- effectuer un montage d'opérations de construction de logements sociaux : prospection foncière,
- analyser les risques juridiques et financiers d'un montage d'opérations...,
- analyser et synthétiser des données complexes (juridiques, financières, foncières, fiscales...),
- maîtriser la complexité du jeu des acteurs des politiques de l'habitat (collectivités territoriales, intercommunalités, services de l'Etat, Caisse des dépôts et consignations, 1% logement, organismes publics et privés d'Hlm, aménageurs, promoteurs privés...).
- Réaliser des opérations d'aménagement et de projet urbain

Les savoirs transmis : connaissances théoriques (disciplinaires ou transversales) et pratiques à mobiliser :

- Connaissances juridiques sur le logement social et l'habitat, les acteurs institutionnels
- Connaissances sur les techniques de montage des projets
- Droit public et privé de l'immeuble

- Aspects financiers et fiscaux des opérations immobilières

Les savoirs-faire technique et méthodologique transmis : mise en œuvre des savoirs pour réaliser une tâche
Le diplômé sera capable de :

- Maîtriser les différents aspects de la gestion locative,
 - effectuer un montage d'opérations de construction de logements sociaux (prospection foncière...)
 - analyser les risques juridiques et financiers d'un montage d'opérations
 - analyser et synthétiser des données complexes (juridiques, financières, fiscales)
- maîtriser la complexité du jeu des acteurs politiques de l'habitat (collectivités territoriales, intercommunalités, services de l'Etat, caisse des dépôts et consignations...).

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

- Collectivités territoriales ; Intercommunalités ; Services de l'Etat
 - Organismes publics et privés d'Hlm,
 - Organismes aménageurs
 - Promoteurs privés
 - Agences d'urbanisme
 - Agence départementale d'information sur le logement
 - Professions immobilières
 - Bureaux d'études et d'architectures
- Cabinet d'expertise et de conseil auprès des collectivités territoriales

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

- responsable de programme, chargé d'opération, chef de projet aménagement, chef de projet rénovation urbaine, développeur-négociateur foncier,
- chargé de mission développement urbain et social, conseiller clientèle,
- responsable de site ou de secteur d'un organisme Hlm, responsable de territoire ou d'agence d'un organisme Hlm, responsable de département ou de service d'un organisme Hlm
- chef de projet
- cadre dans les collectivités territoriales et leurs groupements en tant qu'attaché territorial,
- conseiller juridique,
- responsable de service dans les organismes intervenant dans le secteur de l'habitat (Adil, organismes Hlm, agences d'urbanismes, professions immobilières, bureaux d'études...),
- collaborateurs de cabinet d'expertise et de conseil auprès des collectivités territoriales...
- responsable de secteur
- chargé développement logement, chargé d'opérations aménagement
- adjoint administratif
- conseiller juriste en droit immobilier
- chargé de contentieux
- négociateur immobilier
- responsable du territoire
- adjoint foncier
- consultant conseil
- monteur d'opérations de constructions neuves
- responsable de pôle attributions de logements
- chargé d'opérations construction/réhabilitation
- chargé de mission habitat
- chargé d'opération de construction
- agent immobilier
- chargé de programmes immobiliers
- syndic Hlm

- responsable de l'aménagement opérationnel
 - responsable habitat-politique de la ville dans une collectivité publique
 - lotisseur,
 - gestion patrimoniale
-
- promoteur immobilier

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ
A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Élevée (4/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 1 à 5 sur 5.
Facteurs principaux	Intensité d'embauche, Non-attractivité salariale
Salaire médian (mensuel)	2 292 €
Familles professionnelles (FAP)	P3X90 — Professionnels du droit · tension 4/5 (Élevée) R3X84 — Employés et professions intermédiaires de l'immobilier · tension 5/5 (Très élevée) R4X93 — Cadres agents immobiliers et syndics · tension 1/5 (Très faible)
Projets de recrutement (BMO 2026)	12 769
Jugés difficiles à recruter	52 %
Emplois saisonniers	4 %
Familles professionnelles (FAP)	P3X90 — Professionnels du droit R3X84 — Employés et professions intermédiaires de l'immobilier R4X93 — Cadres agents immobiliers et syndics

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS
Formation initiale, Formation continue, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, Candidature individuelle, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION
A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE
Jury désigné par le Président de l'université d'Orléans, présidé par un enseignant chercheur nommé et constitué de personnes ayant contribué aux enseignements en application de l'article L 613-1 du code de l'éducation

COMPOSITION DU JURY — FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION
oui

COMPOSITION DU JURY — CANDIDATURE INDIVIDUELLE
non

COMPOSITION DU JURY — VAE
Enseignants-chercheurs et professionnels

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement 31/10/2019

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

<http://formations.univ-orleans.fr/>

<http://www.univ-orleans.fr/>

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/22628/>